



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)
République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL.

PERIODE DU RAPPORT : 01/06/2022 AU 31/05/2024

<p>Titre du Projet : MUDA WA AMANI (Le temps pour la paix).</p> <p>Numéro de référence du projet au MPTF : 00131333</p>	<p>Province : Nord-Kivu</p> <p>Zone prioritaire ISSSS : Bwito Nord, Lubero et Ikobo.</p> <p>Pilier(s) ISSSS : Dialogue Démocratique (1), Retour Réintégration et Relèvement Socio-économique (4), Femmes, Paix et Sécurité (5).</p>
<p>Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet :</p>	<p>Partenaires d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none">• Entraide Protestante Suisse (HEKS/EPER), Lead• Aide et Action pour la Paix (AAP)• Action Solidaire pour la Paix (ASP).
<p>Budget total du Programme (en US\$) Budget pour le partenaire d'exécution : 2499786 USD Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNO) : 201733 USD.</p>	<p>Durée du Programme Durée totale : 24 mois Date de démarrage : 1^{er} juin 2022 Date de fin : 31 mai 2024</p>
<p>Contact projet : Program Manager: MANZUBAZE K. Valentin, valentin.kanane@heks-eper.org Chef de projet : Fidèle MUHANGA, fidele.muhanga@heks-eper.org</p>	<p>Rapport soumis par</p> <p>Nom : Jean BISIMWA BALOLA Titre : Directeur Pays Organisation participante (« lead ») : HEKS/EPER Adresse-E-Mail: jean.bisimwa@heks-eper.org</p>

Abréviations

AAP	: Aide et Action pour la Paix
AGM	: Autres Groupes Marginalisés
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
AVEC	: Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
ASP	: Action Solidaire pour la Paix
CCP	: Comité Consultatif Provincial
CCRCC	: Commissions Consultatives pour la Résolution de Conflits Coutumiers.
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CPAP	: Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification.
CRONGD-NK	: Conseil Régional des ONG de Développement du Nord-Kivu.
EAC	: East African Community
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
GIZ	: Agence allemande de coopération internationale pour le développement
GPPNK	: Groupe de Plaidoyer pour la Paix au Nord-Kivu
HEKS/EPER	: Entraide Protestante Suisse/Swiss Church Aid
ISSSS	: Stratégie Internationale de Soutien à la sécurité et la Stabilisation pour l'Est de la RD Congo.
M23	: Mouvement du 23 Mars.
MONUSCO	: Mission de l'Organisation Des Nations Unies Pour la Stabilisation en RD Congo
ONGi	: Organisation Non Gouvernementale Internationale
P-DDRCS	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNUD	: Programme de Nations Unies pour le Développement
RDC	: République Démocratique du Congo
RTNC	: Radio et Télévision Nationale Congolaise
R1325	: Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU portant sur Femmes, Paix et Sécurité
UAS/SSU	: Unité d'appui à la stabilisation/Stabilisation Support Unit
VBG	: Violences Basées sur le Genre.
VSBG	: Violences Sexuelles et Basées sur le Genre.

Partie 1 - Points saillants du projet

Le consortium HEKS – EPER, AAP, ASP a obtenu le financement du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation pour exécuter le projet MUDA WA AMANI (Le temps pour la paix) dans la zone du Sud de Lubero, Nord Bwito et Ikobo. Globalement, ce projet avait pour objectif de contribuer aux efforts de stabilisation de la zone Lubero Sud, Ikobo et Bwito Nord entrepris par l'État congolais, afin de mettre en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires. D'une durée de deux ans (soit de juin 2022 à mai 2024), le projet visait les résultats ci-après : (1) les membres de communautés et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité ; ils s'engagent à y trouver des solutions consensuelles de paix, (2) la cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit et (3) les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.

Le projet a été exécuté dans un contexte essentiellement électoral au niveau national (avec ses différentes phases d'enrôlement des électeurs, convocation de l'électorat et tenue de scrutins, la prise de fonction des autorités issues de ces scrutins). Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont restées sous Etat de siège depuis mai 2021 jusqu'à ce jour, les conflits armés se sont intensifiés dans le Nord – Kivu notamment avec la résurgence du M23, ce qui naturellement a replongé la province dans une crise humanitaire sans précédent.

Malgré ce contexte difficile, le projet a atteint les résultats majeurs ci-après :

De manière globale, sur le plan du *Dialogue démocratique* et selon la collecte de décembre 2023, 34% de personnes dans la zone cible disent se sentir en sécurité pendant leurs activités quotidiennes ; 31% parmi les participants au projet s'attendent à ce que leur village devienne plus paisible d'ici un an ; 36% de population pensent que le projet a adressé les problèmes importants de stabilisation et seulement 37% de personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent les membres d'un autre groupe ethnique. 150 initiatives visant l'égalité et la non-violence menées par des participants aux programmes d'éducation/formation en matière de droits et de transformation des conflits (TC) sur leur propre initiative et 12 structures de paix mise en place et/ou redynamisées ont amélioré leur score d'efficacité/durabilité.

Quant au pilier *Retour, Réintégration et Relèvement économique*, 53% de personnes dans la zone cible pensent que les ex combattants réintégré ne sont pas sources d'insécurité. En effet le projet a appuyé la réinsertion de 503 ex combattants (aux cotés de 1318 autres membres de communautés) à travers la réouverture de la route Lusogha – Kimaka – Buleusa et les travaux communautaires légers par l'approche HIMO.

198 autres jeunes (dont 92 ex-combattants) ont achevé de formations professionnelles dans 3 centres installés à Kikuku, Luofu et Buleusa. Ayant tous/toutes satisfaits aux épreuves du ministère de la Formation professionnelle et Métiers, ils ont reçu leurs brevets. Ces jeunes ont été rassemblé en 59 groupes et ont reçu de kits collectifs pour démarrer des AGR (microentreprises) au niveau local. De services de soutien psychosociaux ont été mis en place et 84% de membres de la communauté connaissent ces services et 50% déclarent pouvoir y accéder. 413 personnes (dont 99 femmes) ont eu ainsi accès aux soins psychologiques individuels et collectifs (thérapie de groupes).

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'agenda 1325 du CSNU sur *les Femmes, Paix et Sécurité*, 3 comités locaux 1325 ont été mis en place, 280 leaders (dont 116 sont de femmes) formés sur le Genre et les droits de femmes. Globalement, en mai 2024, 56% de femmes et Autres Groupes Marginalisés (AGM) estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre de la consolidation de la paix.

Le projet a été révisé en décembre 2023 afin de s'aligner aux priorités du P-DDRCS selon sa stratégie nationale et son plan opérationnel provincial. Toutefois, le défis majeur survenu pendant la mise en œuvre est l'avancée inquiétante du M23 qui a occasionné la délocalisation des activités (cas du Nord Bwito).

La mise à disposition de tout le fonds attendu (2 499 429,87 USD), la collaboration avec les autorités à tous les niveaux, la bonne coordination entre intervenants (P-DDRCS, SSU, DDR/Monusco, OIM, HEKS/EPER et partenaires) et par-dessus tout le leadership flexible (Management adaptatif) de SSU et de la direction de HEKS/EPER sont autant de facteurs qui ont facilité l'atteinte de résultats ci-haut présentés.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total : **2.499.786 USD**

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : **2 499 786,45USD**

Fonds cumulées reçus : **2 499 786,45 USD** (soit **100%** du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : **2 499 429,87 USD**

Fonds consommés cumulés : **2 499 429,87 USD** (soit **99,99%** du budget total)

En bonne voie : CLOTURE.

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 1 : Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, **mettent en œuvre des solutions** consensuelles, concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et dilemmes sécuritaires

Résultat 1.1 : *Les populations (leaders communautaires, hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité et ils s'engagent à y trouver des solutions communes de paix communautaires.*

Produit 1.1.1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'ils font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.

12 mécanismes de gestion alternative de conflits en l'occurrence 8 CPDG et 4 CCRCC ont été mis en place et/ou redynamisés (avec l'appui de la CPAP) et bénéficié d'appui en AGR¹ pour leur fonctionnement efficace et durable. Globalement 538 personnes (dont 254 femmes) ont été touchées par les initiatives de partage des connaissances et de renforcement des capacités, sur les techniques d'analyses du contexte, des gestion et transformations des conflits, la sensibilité au conflit, le genre, les principes clés de la loi foncière et la nationalité. Les chefs locaux, la société civile locale et les membres de CPDG ont participé chaque six mois dans les séances d'analyse de contextes et des conflits. Les menaces à la paix et à la sécurité étaient alors identifiées et partagées aux autorités compétentes sous forme d'alertes précoces. Plusieurs autres initiatives (au nombre de 150) visant l'égalité et la non-violence menées par des participants aux programmes d'éducation/formation en matière de droits et de transformation des conflits (TC) sur leur propre initiative et 12 structures de paix mise en place et/ou redynamisées ont amélioré leur score d'efficacité/durabilité.

Produit 1.1.2 : Produit 1.2 : Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et capitalisés.

Le processus de dialogue entamé depuis 2022 a permis la re-visitation des 4 accords existants dans la zone du projet (en relevant les défis persistants) et la mise en place/actualisation de 5 plans communautaires de paix. En 2023, ces plans produits au niveau local ont été discutés et enrichis à Kinshasa (lors de la muni table ronde de mai 2023) et à Goma (lors de la Table ronde de juillet 2023) et débouché sur une feuille de route pour la paix et la stabilité de Sud Lubero, Nord-Bwito et Ikobo.

A la suite de la révision approuvée en décembre 2023 et dans le souci d'aligner le projet à la stratégie nationale du P-DDRCS et son Plan Opérationnel Provincial/POP, 6 plans d'actions/feuille de route (supplémentaires) ont été élaborés et signés à travers **les dialogues organisés dans 6 zones/axes de retour** pour faciliter une rentrée et une réinsertion apaisées des ex-combattants. Parallèlement, la vérification physique auprès de 114 familles devant accueillir les XC étaient assurée par le P-DDRCS avec l'appui du projet. Ce processus a donc permis le retour sans incident de 211 ex-combattants (dont 7 femmes) qui étaient jadis à Kasando (162 XC avec 292 dépendants) et à Mubambiro, puis éparpillés autour de Goma (49XC et 21 dépendants).

Produit 1.1.3 : Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle

¹ Ces AGR ont concerné la remise des machines et des imprimantes pour faciliter l'opérationnalisation et la durabilité des structures communautaires (CPDG, CCRCC,...) à travers le secrétariat public

Trois (3) structures d'appui en vue de l'engagement politique et de plaider ont été mis en place au niveau local (Comité local de pilotage/CLP), au niveau provincial, à Goma (le CCP) et national, à Kinshasa (le GPP-M² redynamisé en GPP-NK). Ces différentes structures ont joué un rôle très crucial dans mobilisation des acteurs politiques dans le processus du dialogue à tous les niveaux, notamment pour la table ronde de Kinshasa et Goma et dans la vulgarisation de la feuille de route.

Globalement, 5 actions de plaider ont été effectuées en faveur de la résolution des conflits par HEKS/EPER et ses partenaires ; 10 résolutions proposées au gouvernement (et dont 3 sont spécifiques aux femmes) ont été approuvées et mises en application.

Un plan pour l'engagement politique a été élaboré (avec l'appui de la cellule Engagement politique de SSU) et a été mis en œuvre. Une équipe de 4 facilitateurs/chercheurs ont appuyé le projet dans le renforcement de la confiance avec quelques acteurs à influence positive/négative ciblés et a réalisé *l'Etude des Enjeux et Acteurs des Conflits pour la Stabilisation de la Zone Prioritaire Bwito-Nord, Lubero, Sud et Ikobo en Province du Nord-Kivu*. Une bonne mobilisation des acteurs politiques à tous les niveaux (P-DDRCS national et provincial, le gouverneur de province, la Monusco, les AT et bourgmestres locaux et la société civile locale) a été assurée pour la question épineuse du retour des ex-combattants de Kasando. Par ailleurs, Le projet a appuyé le Conseil Consultatif Provincial dans la mise en place d'une AGR (vente de poissons gelés importés) de manière à lui permettre de pérenniser les acquis du projet plus particulièrement le plaider au niveau provincial.

Produit 1.1.4 : Plan de communication du projet formulé et fonctionnel.

Pour faciliter la visibilité du projet et le changement d'attitudes et de pratiques au niveau des communautés, une stratégie de communication et son plan d'action ont été produits. Pour la mise en œuvre dudit plan, le projet a contracté avec cinq radios communautaires³ et une radio provinciale⁴, qui ont produit 38 émissions radios (Construit autour de 9 programmes). 20 journalistes communautaires (dont 7 femmes) ont renforcé les capacités sur la sensibilité au conflit, la vérification de l'information et la gestion de rumeurs.

Le projet a collaboré avec GIZ et le PNUD (à travers leurs partenaires du projet *Ukweli bila chuki*) pour contenir/étouffer la montée en flèche du discours de haine au travers une communication spécialisée et ciblée dans le cadre du Groupe de Travail Non au Discours de Haine (GT – NDH).

Résultat Spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés qui rejoignent des groupes armés est réduit.

Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées.

En vue de renforcer la cohésion sociale intra et intercommunautaire, 21 actions pratiques communes (diapris)⁵ visant à surmonter les griefs entre deux ou plusieurs groupes identitaires.

850 femmes et 225 hommes et qui sont de petits producteurs agricoles ont été regroupés dans 8 coopératives agricoles et ont bénéficié de semences adaptées (dans les filières identifiées selon le milieu), de formations sur les pratiques agroécologiques, de champs (loués pour 3 ans) en vue de renforcer de passer de l'agriculture de subsistance vers une agriculture orientée vers le marché (Agribusiness). Parallèlement, des AVEC ont été mises en place (et dont la plupart de membres sont aussi membres de coopératives) pour fournir le financement nécessaire aux activités agricoles et/ou commerciales de membres.

198 apprenants dont 111 femmes ont achevé la formation (certifiés par le ministère de la FPM), constitués en 59 groupements d'intérêt économiques et dotés d'AGR collectives dans les métiers de Coupe et couture ; Informatique/Bureautique ; Mécanique Moto ; Esthétique & coiffure, Menuiserie. Parallèlement, 8 associations locales encadrant 437 AGM et dont 437 sont de femmes (y compris les ex-combattants auto-démobilisés, les filles mères, les Personnes vivant avec handicap, ...) ont également bénéficié de AGR pour continuer à encadrer les personnes en situation de vulnérabilité.

Somme toute, 52% de ménages des bénéficiaires ont amélioré leur score de résilience et 32% de bénéficiaires ont augmenté d'au moins 20% leur épargne et seulement 5% des bénéficiaires (ex combattants, jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacé) qui ont augmenté leur revenu d'au moins 50%. Cette contre-performance s'explique notamment par le fait que la structuration de coopératives n'a pas été complète durant cette phase, les AGR ont été remis les toutes dernières semaines du projet (mai de mai 2024) et les travaux communautaires légers n'ont été exécutés qu'à 32% (16 jours sur les 50 prévus).

² Le GPP M est le Groupe de Plaidoyer pour la Paix à Masisi et qui a été redynamisé en GPP NK (Groupe de Plaidoyer pour la Paix au Nord – Kivu).

³ Les radios communautaires retenues sont : radio Lacolombe de Nyanzale, radio communautaire Sauti ya Mukulima de Buleusa, radio Maendeleo de Kaseghe, radio RCNKI de Kibilizi.

⁴ La RTNC Goma

⁵ Il s'agit principalement de 5 rotations HIMO, 6 coopératives agricoles (Nyanzale, Kyaghala, Lusogha, Luofu, Buhenge, Buleusa), 6 AVEC (Kikuku, Nyanzale, Kyaghala, Lusogha, Luofu, Buleusa), 3 centres de formation (Kikuku, Buleusa, Luofu); 1 ballet interculturel.

<p>Produit 2.2 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (marchés, ponts, routes, centre de jeunes) sont construites ou réhabilitées et utilisées par les communautés en place</p> <p>Un centre d'encadrement de jeunes (CFOP/Muda Wa Amani) a été construit à Miriki, équipé et remis à la communauté pour fonctionnement durable. L'insécurité qui sévit dans la zone et la menace/progression du M23 vers Miriki a retardé et retarde encore le début des activités effectives dans ce centre.</p> <p>De travaux sur la route Lusogha – Kimaka – Buleusa long de 28 Km ont été entamés et clôturés depuis aout 2023. Ces travaux ont permis d'encadrer 272 ex combattants aux cotés de 885 autres membres de groupes marginalisés (y compris les jeunes à risque de rejoindre les groupes armés).</p> <p>A la suite de la révision du projet, 26,85 kms supplémentaires de routes ont été réouverts/remis en état dans 13 localités de Lubero à travers les travaux communautaires légers par l'approche HIMO. Ces travaux ont permis d'assurer la réinsertion sociale et économique de 213 ex-combattants (dont 18 sont de femmes) et 433 jeunes à risque et AGM (dont 199 sont femmes) qui ont travaillé en moyenne 16, 5 jours pour une rémunération moyenne de 82,5\$ par participant aux travaux. Faute de ressources disponibles, les participants aux travaux n'ont donc pas atteint les 50 jours de travaux tels qu'arrêtés par le bailleur de fonds à travers le SSU. 33.5 jours de travaux par participants devront être complétés plus tard (la seconde phase du projet).</p> <p>Ces activités (couplées aux dialogues dans les zones de retour et psychosociales) ont renforcé la perception positive de communautés à l'égard des ex-combattants et qui est passé de 41% en décembre 2022 à 53% en mai 2024 de personnes qui estiment que les ex combattants réintégréés ne sont pas sources d'insécurité dans votre zone.</p>
<p>Produit 2.3: Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation)</p> <p>Globalement, 419 participants au projet (dont 99 femmes) et principalement les ex-combattants qui étaient cantonnés à Kasando (au nombre de 157 dont 5 femmes) ont eu accès aux services psychosociaux et de soutien (counseling, séances de Psychoéducation, debriefing émotionnel, ...). Jeunes apprenants dans les centres de formation professionnelles et ceux qui ont travaillé sur la réouverture de la route ont en plus de services ci-haut cités, bénéficié de sensibilisations/formations sur les compétences de vie quotidienne (life skills) et 184 kits de dignité ont été distribués à 82 hommes et 102 femmes formés dans les centres professionnels à Kikuku, Buleusa et Luofu. Les séances de thérapie individuelle ont été conduites en faveur des participants au projet présentant des problèmes psychologiques spécifiques (91 cas au total ont été soignés et sont rétablis à ce jour).</p>
<p>Produit 2.4: Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés sont organisées</p> <p>Dans le cadre de la promotion et de la réconciliation psychosociale, 7 activités conviviales ont été lancées. Ces activités ont été organisées dans un contexte où la zone accueille un grand nombre de déplacés venant de Rutshuru et de tensions⁶ entre les déplacés et les familles d'accueil à cause d'aide humanitaire. Le rapprochement par voie de danse, sketch, théâtre ont été mise en œuvre dans la zone prioritaire. Les élèves ont été aussi sensibilisés sur l'éducation à la paix lors du concours interscolaire qui a regroupé les sous-divisions éducationnelles de Nyanzale, Ikobo et Kirumba.</p> <p>Une campagne intense de sensibilisation sur le vivre ensemble a été déployée dans toute la zone du projet. Des concours sur les Résolutions 1325 (FPS), 2250 (JPS), des promos interscolaires et autres productions autour du vivre ensemble et la promotion des droits des femmes ont été produites sous formes des musiques et danses traditionnelles interculturelles, des sketches, théâtres éducatifs... les griots traditionnels ont été aussi mis en contribution pour véhiculer les messages de paix. Les jeunes ont été appelés à partager leurs expériences réussies sur les vivre ensemble lors de ces différentes productions qui impliquaient une forte mobilisation au sein de chaque groupement de la zone du projet.</p> <p>En somme , 22 activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale ont été organisées (mobilisant directement 295 acteurs de premier plan dont 168 femmes) et parmi celles-ci, 8 activités organisées visaient spécifiquement l'amélioration de l'intégration des femmes</p>
<p>Produit 2.5 : Les droits d'exploitation des terres pour les groupes des bénéficiaires sont garantis.</p> <p>Plusieurs conflits fonciers dans la zone du projet ont comme source l'ignorance de la loi foncière⁷ et du code de la famille. Ainsi dans le cadre du projet des livrets traduits en swahili, résumant le principe clé de la loi foncière et du code de famille produits ont permis la vulgarisation de ladite loi foncière auprès des parties prenantes au projet. Cette vulgarisation est une voie de la prévention des conflits fonciers au sein de la zone du projet.</p> <p>Le projet a également facilité de réunions d'échange et de négociation entre les concessionnaires et les petits exploitants agricoles à l'issue desquelles des accords ont été signés entre les deux parties et portant sur la location</p>

⁶ [Lubero : probable détournement de l'assistance humanitaire destinée aux déplacés, la Société civile de la commune de Kanyabayonga réclame une enquête – LES VOLCANS NEWS](#)

⁷ Voir Rapport de l'analyse de conflits et de contextes à Mutanda, Kanyabayonga, Musindi, Utwe, Itala, Tama et Ikobo.

<p>en moyen terme de 46.5 hectares de terres au profit de 8 coopératives agricoles (OP) regroupant les participants au projet dans le Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo.</p> <p>Parallèlement, des séances de vulgarisation des principes fonciers et du code de la famille ont été conduites par les animateurs communautaires et 325 personnes ont ainsi été touchées dans 7 groupements (Mutanda, Kanyabayonga, Musindi, Utwa, Itala, Tama, Ikobo).</p>
<p>Résultat Spécifique 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.</p>
<p>Produit 3.1 : Les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits de femmes</p> <p>280 chefs coutumiers et leaders communautaires (dont 116 femmes) ont été formés sur le Genre transformatif et les lois qui protègent les droits de femmes. Avec la collaboration de la Division Genre, Famille et Enfants et en vue de renforcer la responsabilisation des autorités locales dans la mise en œuvre et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits des femmes, 3 comités de pilotage et secrétariats locaux 1325 ont été mis en place à Bwito, Ikobo et à Mambasa/Bamate.</p> <p>Une <i>Etude sur les rôles et la participation de la femme dans la prise de décision, dans la négociation de paix et la sécurité</i> a été conduite et des recommandations ont été adressées au projet. Un plan de mise en œuvre de ces recommandations a été élaborée et ces actions ont été mises en œuvre. Ainsi, 30 fois les femmes et autres groupes marginalisés ont rencontré les autorités (aussi à travers les Tribunes d'expression Populaire) pour leurs problèmes spécifiques. Des actions de plaidoyer ont été menées par les comités locaux 1325. Ces actions ont permis de décrocher 3 circulaires (auprès de chefs de chefferies de Bamate et de Bwito et du chef de groupement de Ikobo) pour renforcer la participation de la femme dans des réunions des sécurités au niveau local.</p>
<p>Produit 3.2 : Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions autour de la prévention, la gestion et la transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont pris en compte.</p> <p>61 personnes (toutes de femmes) de Nord Bwito, Sud Lubero et Ikobo membres de structures communautaires de paix et des associations féminines de toutes les communautés confondues œuvrant dans la thématique de paix ont été renforcées en capacité sur l'analyse des conflits, le plaidoyer et le leadership transformationnel. Les femmes ont aussi été accompagnées et appuyées pour intégrer les structures communautaires existantes (CPDG, CCP, GPP-NK, Comités de pilotage et secrétariats locaux 1325...) et de contribuer ainsi à la recherche de la paix au sein de leurs entités. Ainsi 36% de postes de décisions (soit 9/25) dans ces structures sont occupés par les femmes ; le CCP à Goma et le GPP-NK à Kinshasa sont particulièrement présidés par de femmes.</p>
<p>Produit 3.3: Normes et attitudes communautaires inclusives promues.</p> <p>L'étude sur le genre et d'autres actions d'analyse de contexte, ont permis de comprendre les actions/attitudes rétrogrades et autres entraves auxquelles les femmes font face dans la zone du projet. 19 séances de dialogue des couples sur les masculinités positives ont été organisés. Ces dialogues sont ainsi une approche prometteuse pour construire une base solide pour la mise en œuvre de l'agenda 1325 du CSNU et du PAN1325 visant à renforcer la participation de la femme à la prise de décision, la protection et la prévention contre les VSBG et de promouvoir ainsi les normes et attitudes inclusives. (Voir <i>le rapport en annexe</i>).</p> <p>Trois foras sécuritaires ont été tenus à Kikuku, à Mambasa et à Buleusa dans l'objectif de promouvoir les droits de la femme et la mise en œuvre de l'agenda 1325.</p>

2.2 Progress de la mise en œuvre

<p>2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget</p>
<p>Objectif Spécifique 1 : Les populations (leaders communautaires, hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité et ils s'engagent à y trouver des solutions communes de paix communautaires.</p>
<p>Produit 1.1.1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'ils font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</p>

OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Davantage les femmes participent au processus du dialogue démocratique dans la zone cible du projet. 39.5% (soit 17/43) de membres de 8 comités de CPDG mis en place sont de femmes. Les femmes ont pris part aux analyses de conflits et de contextes à hauteur de 39,5% (70/177). Même si la participation quantitative de femmes est appréciée, elles prennent rarement la parole lors de discussions publiques et se rangent bien souvent derrière les points de vue de leurs pairs masculins.
Produit 1.2 : Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et capitalisés.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La participation des femmes dans la négociation de la paix est quantitativement demeurée faible dans la communauté du fait que dans la majorité de cas, ce sont les personnes occupant les positions officielles qui sont conviées aux tables de négociations (alors que trop peu de positions officielles sont occupées par les femmes). Le consortium a dû recourir aux femmes responsables des OSC féminines et celles qui sont déjà actives dans les structures de paix (même sans fonction officielle) pour leur participation aux activités organisées et ceci a permis au consortium d'atteindre 32% (90/273). Lors des dialogues en vue du retour et la réinsertion des ex-combattants, de défis spécifiques aux femmes ont été identifiés et des actions proposées dans les plans de paix mis à jour. Des critères favorisant la prise en compte de femmes dans les travaux communautaires ont été identifiés et validés dans les actes d'engagement signés.
Produit 1.3 : Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Malgré les efforts du projet, la participation de femmes au sein de structures d'appui au projet pour l'engagement politique (GPP-NK, CCP et Comité Local de Pilotage) est restée très faible (19% en moyenne). Trop peu (ou pas) de femmes officielles ont été mobilisées pour le retour de rendus de Kasando et de Mubambiro. L'implication active de nos collègues psychologue et la chargée Genre a été très précieuse dans le tracing et le counseling des ex-combattants (et de leurs dépendants) et l'identification de besoins sexospécifiques. Sur le plan qualitatif, il y a de quoi se réjouir, les femmes ont été élues présidentes du CCP et du GPP-NK et assument de manière quasi parfaite ces rôles. Elles ont joué un rôle central lors de tables rondes tant au niveau de Goma que de Kinshasa. La modération de tables rondes a été assurée par une femme et secondée par un professeur d'université (et sans complexe).
Produit 1.4 : Plan de communication du projet formulé et fonctionnel.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée Sur les 9 programmes radio réalisés, 3 sont spécifiques pour la promotion de droits de femmes et de jeunes (portant sur la vulgarisation de la R1325, le leadership féminin et les droits fondamentaux des femmes). Les six autres programmes ont porté sur la présentation du projet MUDA WA AMANI, la gestion alternative des conflits, la vulgarisation de la feuille des routes issue de la table ronde de Goma, les principes clés de la loi foncière, l'agriculture agroécologique et les rôles des ex-combattants dans le développement communautaire.
Objectif Spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit.
Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées.

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La représentativité de la femme au sein des coopératives agricoles, des AVEC et centres de formation professionnelle est respectivement de 77%, 80% et 56% pendant qu'au niveau décisionnel, les femmes sont représentées dans les comités de gestion à proportion de 40% dans les 8 associations des AGM appuyées pour les AGR collectives et 44% dans les 8 coopératives agricoles. Ces structures sont des dynamiques communautaires intéressantes qui facilitent l'intégration de femmes. Toutefois, la jouissance de certains droits reste encore limitée pour les femmes à la suite des restrictions socioculturelles et faible application des lois.
Produit 2.2 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (marchés, ponts, routes, centre de jeunes) sont construites ou réhabilitées et utilisées par les communautés en place
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? De progrès significatifs ont été accomplis dans la prise en compte du genre (y compris les femmes et les autres groupes marginalisés) pendant les travaux HIMO passant d'un taux de participation de femmes de 27% sur le tronçon Lusogha – Kimaka – Buleusa à 42% (soit 119/433 pour les participants non ex-combattants) pour la réinsertion des ex-combattants de Kasando et autres jeunes à risque de rejoindre les groupes armés lors de travaux communautaires à Lubero et Butembo). Le pourcentage de femmes ex-combattantes quant à lui est demeurée très faible, seulement 8% ont été identifiées parmi les 213 XC qui ont pris part aux travaux.
Produit 2.3 : Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation).
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Pendant la conduite des activités psychosociales, les besoins spécifiques de femmes des autres groupes marginalisés ont été identifiées, de mesures proposées et des actions mises en œuvre (y compris lors de l'octroi de kits hygiéniques et de kits de dignité, les conditions de travail aménagées pour les handicapés physiques,).
Produit 2.4 : Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés sont organisées
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 22 activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale ont été organisées (mobilisant directement 295 acteurs de premier plan dont 168 femmes) et parmi celles-ci, 8 activités organisées visaient spécifiquement l'amélioration de l'intégration des femmes.
Produit 2.5: Les droits d'exploitation des terres pour les groupes des bénéficiaires sont garantis.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les défis et entraves pour l'accès à la terre pour les femmes et les AGM ont été identifiés en présence des 14 femmes sur un total de 28 participants soit 50% de participation des femmes. La vulgarisation de principes clés de la loi foncière et du code de la famille vulgarisés avaient entre autres visées d'informer les femmes sur les droits de propriété, droit à la succession ; lesquels droits sont souvent offusqués par certaines coutumes peu respectueuses du droit.

Résultat Spécifique 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.
Produit 3.1 : Les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits de femmes.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Ce produit est essentiellement dédié à rééquilibrer les relations de genre dans la communauté. Les femmes et autres groupes marginalisés ont 30 fois rencontré les autorités pour leurs problèmes spécifiques de façon indépendante avec l'accompagnement du comité 1325.
Produit 3.2 : Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions autour de la prévention, la gestion et la transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont pris en compte.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Ce produit est essentiellement dédié à rééquilibrer les relations de genre dans la communauté. Les comités locaux 1325 renforcés en capacités pour la mise en œuvre du PAN1325 au niveau local sont un atout supplémentaire pour la prévention de violences, la promotion et la protection de droits de femmes. Le réseau de femmes médiatrices (constitué à 100% par les femmes) est un espace sûr pour les femmes en vue du renforcement mutuel et de partage d'expérience.
Produit 3.3 : Normes et attitudes communautaires inclusives promues.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? OUI/Clôturé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Ce produit est essentiellement dédié à rééquilibrer les relations de genre dans la communauté. De dialogues de couples sur la masculinité positive se sont révélés une approche prometteuse dans la promotion de normes de genres plus égalitaires.

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés	
Les principaux défis auxquels le projet a fait face sont essentiellement (1) les dilemmes sécuritaires marqués par les affrontements entre les FARDC, Wazalendo contre les M23 (2) l'Emergence de nouveaux groupes armés et une certaine méfiance de ceux-ci à l'égard du P-DDRCS et un enthousiasme pour la Reserve Armée de la Défense (RAD), (3) de besoins et demandes de plus en plus importants face aux ressources limités du projet et (4) la prolifération de discours de haine tribale (et la violence) qui ont pris de l'ampleur au fur et à mesure que le M23 gagne du terrain.	
2.3.2 Défis et mesures de mitigation	
Défis	Mesures de mitigation
Dilemme sécuritaire : les affrontements entre les FARDC, Wazalendo contre les M23 se sont intensifiés rendant tout mouvement (transport terrestre) quasi impossible entre Goma et la zone et la progression inquiétante du M23.	Route Goma-Gisenyi-Chanika-Ouganda-Kasindi accessible pour l'accès à la zone du projet. Opérationnalité des agences aérienne de voyage Goma-Beni qui facilitent l'accès sécurisé à la zone du projet à partir Beni. L'avancée du M23 nous contraint à une plus grande prudence sur la question de sécurité et le choix de zones de mise en œuvre du projet.

	Révision du projet, avec de mesures adaptatives et qui ont également permis l'ajustement de certaines lignes budgétaires du projet.
Emergence de nouveaux groupes armés et défis de désengagement de ces derniers par rapport au contexte actuel (une certaine méfiance de groupes armés à l'égard du P-DDRCS et un enthousiasme pour la Reserve Armée de la Défense).	Avec l'appui des autorités étatiques (dont le P-DDRCS, FARDC) et de la société civile locale, continuer à sensibiliser les groupes armés sur la démarcation entre la RAD et le P-DDRCS.
De besoins de plus en plus importants (nombre élevé des XC), ce qui accroît naturellement le nombre des participants non combattants).	La révision du projet approuvée avait permis de prendre en compte la réinsertion de 664 nouveaux ex combattants et jeunes (de Kasando, Mubambiro et Beni). Les discussions entre HEKS et OIM en cours (avec la facilitation de SSU) pour la prise en compte de jours restants (en moyenne 33,5 jours pour compléter les 50 jours convenus) de travaux pour prioritairement 460 participants (dont 160 femmes).
Pris en compte de dépendants majeurs des ex-combattants dans les travaux communautaires.	La question a été discutée avec le P-DDRCS et SSU et nous attendons de directives sur comment considérer les dépendants majeurs des XC pour toutes les actions de réinsertion/réintégration.
La prolifération de discours (et des actes) de haine tribale qui ont pris de l'ampleur, empêche la participation de certains acteurs à certaines activités dans les zones jugées très sensibles. Ces discours ont été aggravés par la campagne électorale de novembre – décembre 2023 et la progression du M23 au nord de la province.	Un comité local de pilotage composé des filles et fils originaires et non originaires de la zone a été mis en place en vue de réduire les intoxications qui peuvent alimenter les divisions. Les animateurs des structures communautaires ont accentué la sensibilisation contre les discours de haine ethnique auprès des jeunes, femmes et hommes dans les villages et de consultations communautaires de conscientisation.

2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

RAS

Partie 3 - Éléments contextuels et transversaux

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

Le projet Muda Wa Amani a été exécuté dans un contexte politique et sécuritaire très tumultueux et dynamique. En effet, la province du Nord – Kivu (et l'Ituri) demeure sous Etat de siège depuis mai 2021. En mars 2022, le groupe armé M23, alors qu'on le croyait définitivement défait, a resurgi depuis Bunagana et depuis lors il ne cesse de progresser en occupant de plus en plus de territoires au Nord – Kivu. A ce jour, 2 sur 6 territoires du Nord – Kivu à savoir Beni et Walikale et dont le sol n'est pas encore foulé par les bottes de la rébellion du M23. Les affrontements de ce groupe avec les forces loyalistes et les Wazalendo sont à la base de déplacements massifs et sans précédent de populations avec de vastes camps de déplacés qui pullulent autour de la ville de Goma. Les rapports les plus récents font état de 2,79 millions⁸ de personnes déplacées internes au Nord-Kivu, au 31 mai 2024.

Cette crise a envenimé les relations diplomatiques entre la RD Congo et le Rwanda (accusé de soutenir et conduire les opérations aux côtés du M23) et a invité plusieurs autres acteurs politiques et/ou armés sur le champ de batailles en RDC (EAC, Burundais, SADEC, MONUSCO,). Tous les efforts déployés pour tenter de contenir la crise (Sommets de Luanda et de Nairobi) n'ont pas encore abouti, la méfiance demeure entière entre les protagonistes alors que plusieurs politiciens congolais continuent de rejoindre le M23 sous la bannière de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC).

Ce contexte n'est pas malheureusement sans conséquences sur le projet qui a été affecté à plusieurs égards (une partie de la zone du projet déjà sous contrôle de la rébellion). L'accès physique et sécuritaire est devenu assez difficile dans la zone Nord-Bwito et Sud de Lubero depuis Goma par voie terrestre. Les discours de haine ont proliféré et de comportements violents provoquent déjà de dommages majeurs dans la zone du projet et dans toute la partie Est de la RD Congo. L'appel à la mobilisation générale lancé par le président de la République en novembre 2022 a été reçu diversement par certains groupes armés (dits groupes d'autodéfense) et ne semble malheureusement pas jouer à la faveur de la démobilisation de groupes armés alors que le P-DDRCS essaie par tous les moyens de remplir ses missions. Ce programme continue la démobilisation/désarmement volontaire et réinsertion des ex-combattants à travers les partenaires du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation à savoir OIM et HEKS/EPER. De nouvelles demandes et de plus en plus importantes sont enregistrées et les perspectives sont plutôt bonnes pour continuer la réinsertion et réintégration des ex-combattants à travers de projets de stabilisation.

3.1.2 Engagement politique

Au départ, une matrice d'acteurs à influence sur la question de stabilisation avait été dressée avec l'appui de la cellule d'engagement politique de SSU/PNUD. De cette matrice, un plan pour l'engagement politique a été mis en place en vue de mobiliser et engager de manière formelle les politiques ciblés dans le processus de stabilisation de la zone Sud Lubero, Nord – Bwito et Ikobo. Ainsi multiples rencontres en groupes ou en bilatéral et souvent informel ont été organisés sur terrain, à Goma et à Kinshasa.

Le rôle et l'appui du Gouverneur de province au projet ont été cruciaux pour la bonne mise en œuvre du projet. C'est lui qui a officiellement lancé le projet à Goma, c'est lui qui a réceptionné les infrastructures mises en place par le projet, c'est encore lui qui a autorisé (levé l'option) le retour de rendus de Kasando (alors qu'une mésentente entre le P-DDRCS National et P-DDRCS Coordination provinciale avait freiné le processus de retour déjà amorcé), c'est enfin lui qui a demandé les services attitrés de ne pas percevoir l'impôt sur les rémunérations des ex-combattants engagés dans les travaux communautaires légers pour leur réinsertion.

La muni table ronde de Kinshasa et le dialogue pour la paix et la stabilisation organisé à Goma ont mobilisé les acteurs politiques majeurs et influents sur la crise dans la zone du projet. Les membres de la présidence, de la primature, de ministères sectoriels de la défense et des affaires intérieures ont été mobilisés aux côtés de fils et filles de la province du Nord-Kivu (y compris un ancien gouverneur, des ministres honoraires et

⁸ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-du-nord-kivu-22-juillet-2024>

ministres en fonction, de députés nationaux et provinciaux, de leaders de la société civile, le représentants de groupes ethniques et autres leaders influents ciblés) ont dans une atmosphère de convivialité (mais parfois tendue) discuté de causes motrices de l'instabilité de la zone et identifié les pistes de solutions pour la paix et la stabilité au Nord-Kivu.

Le conflit de Munzoa entre les limites de territoires de Lubero et Walikale, la concurrence de compétences entre la commune de Kanyabayonga et la chefferie de Bwito et la question de déplacés de Nyongera (venus de sud Lubero vers Rutshuru) étaient entre autres questions qui ont alimenté les échanges lors de ces dialogues. La feuille de route consensuelle issue de la table ronde de Goma se voulait un espoir et signe de bonne foi des acteurs en faveur de la paix et de la stabilisation. Malheureusement, cette feuille de route n'a pas été mise en œuvre en grande partie, le projet ayant été révisé, focalisait alors sur le retour et la réinsertion des ex-combattants de Mubambiro et de Kasando.

De plus en plus les autorités locales, provinciales et nationales, les membres de la société civile comprennent et adhèrent aux missions et objectifs du P-DDRCS et soutiennent davantage les projets de stabilisation et de réinsertion des ex combattants dans leurs zones respectives.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation.

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Très bonne coordination mise en place au niveau provincial (Goma) et à Beni sur la question du retour des ex-combattants de Mubambiro et de Kasando, harmonisation/standardisation de jours de travail et le montant de paie aux travailleurs HIMO pour leur réinsertion, le transfert des XC de Beni vers Lubero et vice-versa.	SSU, DDR/Monusco, OIM, HEKS/EPER – AAP – ASP et le P-DDRCS.
Sous le leadership de SSU/Monusco, les discussions en cours avec OIM pour financer le complément de 50 jours de travail pour un montant de 100000\$ (cent mille dollars américains) tels qu'arrêtés dans les réunions de coordination.	OIM (ONU Migration).
Une bonne collaboration avec les agents de la Division de l'enseignement professionnel et Métiers pour appuyer la mise en place d'un programme de formation, participer au suivi, au jury et certification des apprenants (tes). De démarches sont enclenchées pour la reconnaissance officielle et la mécanisation (et bancarisation) de 4 centres professionnels mis en place par le projet.	Ministère de la Formation professionnelle et de Métiers.
La Division du Genre appuie le projet dans la mise en place de comités locaux 1325 (à Alimbongo, Kikuku et Buleusa). Il est également attendu que le comité provincial appuie le projet dans l'organisation des activités conviviales pour la vulgarisation de la RCSNU1325 et de Plans d'Action National 1325.	Division Genre, Comité provincial 1325
HEKS/EPER et ses partenaires sont membres de la Communauté de Pratiques sur le Peacebuilding à l'Est de la RD Congo. A travers ce forum, nous discutons de pratiques prometteuses, harmonisons les approches et développons les outils de travail avec les autres acteurs nationaux et internationaux de la consolidation de la paix.	CPP (Communauté de Pratiques sur le Peacebuilding).
HEKS/EPER est engagé dans le Groupe de Travail Non au Discours de Haine (GT-NDH) pour contrer les discours de haine et de xénophobie et la sensibilisation de communautés sur le fact-checking.	GT-NDH : Groupe de Travail Non au Discours de Haine.
Dans le cadre de l'engagement politique et du plaidoyer, nous collaborons avec le Programme P-DEC de Alert International sur les moyens pour renforcer les structures de plaidoyer au niveau provincial et national en l'occurrence le CCP et le GPP-NK.	Alert International (P-DEC).

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?

Oui.

Avec les partenaires de mise en œuvre du projet (ASP, AAP, CRONGD-NK et CEDERU) nous avons organisé trois séances de travail sur :

- Le Reporting
- Apprentissage : Capitalisation des expériences (CAPEX).
- Le Protection Contre l'Exploitation, les Abus Sexuels et le Harcèlement (PSEAH).
- Logiciel de comptabilité : BANANA.

Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reportant, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?

OUI ; Nécessité de former les agents du P-DDRCS Lubero/Butembo sur

- Le Plaidoyer
- La Gestion du Cycle de Projets (GCP),
- La Gestion financière et administrative,
- Le Genre, le PSEAH
- Les Conflits et les Approches Sensibles aux Conflits.

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

Les mesures concrètes ont été mises en œuvre en vue d'opérationnaliser le Genre comme thématique transversale et un de piliers centraux du projet (à savoir la mise en œuvre de l'agenda 1325 du Conseil de sécurité de Nations Unies et du Plan d'Action National 1325 en RD Congo). **Une officière Genre et Inclusion sociale** a été recrutée et a principalement appuyé le projet pour l'élaboration d'*Une stratégie Genre du projet* et son plan d'action. Un **groupe de travail Genre du projet Muda Wa Amani (GTG-M)** a été mis en place et de réunions trimestrielles (8 au total) ont été organisées et portaient sur l'évaluation du plan d'action Genre et sa mise à jour au regard de l'évolution de la mise en œuvre du projet et de dynamiques de contexte. De mesures ont été identifiées dans la Stratégie Genre et dans l'*Etude sur les rôles et la participation de la femme dans la prise de décision, dans la négociation de paix et la sécurité* pour une plus grande participation de femmes et filles, en accordant une attention particulière aux « nouvelles femmes et filles », aux personnes victimes de discriminations croisées (ex-combattants handicapés) et les autres groupes marginalisés et parfois invisibles (les ex-combattants auto-démobilisés, les filles mères et les personnes vivant avec handicap) notamment par l'octroi des AGR aux associations qui les encadrent.

Les **budgets des activités sont sensibles au Genre** et de **besoins spécifiques de femmes** sont pris en compte dans la conduite quotidienne des activités (garderie d'enfants pour les femmes allaitantes, petites collations pour les enfants et mères allaitantes, tâches pas trop pénibles pour les femmes enceintes pendant les travaux HIMO, prise en charge de berceuses lors des activités, ...). Toutes ces activités ont permis au consortium d'atteindre globalement 3046 femmes contre 3317 hommes, soit 48% des femmes qui ont participé aux activités du projet.

En ce qui concerne le staffing, plus du tiers du personnel engagé au projet est constitué de femmes, plus précisément 7/16 staffs soit 44% de femmes dans l'équipe de mise en œuvre du projet.) de staff dans l'équipe de mise en œuvre du projet est constitué de femmes.

Il sied de reconnaître que plusieurs défis entravent encore la pleine participation de la femme ; nous citons le faible niveau d'instruction de femmes (comparé aux hommes) et qui fait qu'elles soient souvent reléguées aux fonctions secondaires, une masculinisation excessive de l'administration et de la coutume en RD Congo (la majorité de fonctions officielles et toutes les fonctions coutumières sont occupées par les hommes), le faible pouvoir économique de femmes (devenant très peu compétitives dans les échéances électorales) et les pratiques socioculturelles encore en défaveur de femmes et dont les manifestations les plus concrètes sont la confiscation du droit à l'héritage, du droit de succession (heritage) et parfois de droits sexuels et reproductifs.

3.5 Leçons apprises

La modération des dialogues pour les négociations de la paix est accordée aux femmes grâce aux acquis du projet MUDA WA AMANI : Alors que la culture congolaise ne consacrait pas les droits légitimes à la femme de se tenir début pour modérer des réunions communautaires, le projet MUDA WA AMANI a apporté un changement dans la conception populaire jusqu'à encourager des femmes à modérer des grandes rencontres de paix. L'exemple typique est la récente modération de la table ronde tenue à Goma par une

femme dont les résultats ont été appréciés par tous les acteurs. Actuellement, les femmes ayant joué ce rôle de « médiatrices des conflits » sont consultées par le gouvernement et les autres acteurs dans des grandes rencontres de paix et dans la réconciliation des communautés au Nord Kivu et ailleurs.

Les dialogues des couples sur les masculinités positives : à Ikobo, Buleusa et Kikuku, les formations qui intègrent la masculinité positive favorisent un plus grand niveau de dialogues dans les couples, ce qui améliore les relations entre elles et les hommes.

Sur le plan de la coordination des actions de la stabilisation, le constat majeur est que le travail a été rendu facile à cause de la circulation des informations entre les partenaires et la complémentarité dans les actions : ceci fait référence à la coordination du retour des ex combattants de Mambangu, Kasando et Mubambiro où les acteurs comme OIM, HEKS-EPER, P-DDRCS, SSU et DDR/MONUSCO échangent pour coordonner l'action.

Les craintes d'une certaine résistance de communautés pour le retour des ex-combattants ont vite été dissipées notamment grâce au travail minutieux d'information et les travaux à haute intensité de la main d'œuvre impliquant les membres de communauté (en double) aux cotés des ex-combattants retournés. En fait, chacun y trouvait son compte.

La bonne arme contre l'intox et la rumeur demeure l'information crédible, ainsi avons-nous appris ! En effet, les réunions de redevabilité organisées régulièrement (chaque trois mois) avec le comité local de pilotage et avec les membres de communautés ont facilité la communication sur les progrès accomplis, les défis et les feedbacks de communautés été reçus et capitalisés pour un meilleur pilotage du projet.

3.6 Etudes réalisées

1. Etude de base du projet Muda Wa Amani
2. Stratégie et plan d'action genre du projet Muda wa Amani.
3. Etude sur le rôle et la participation de la femme dans la prise de décision, la négociation de paix et la sécurité au Nord-Bwito, Sud-Lubero et Ikobo
4. Evaluation et Méthodologie de mise en œuvre des travaux HIMO sur l'axe Lusogha – Kimaka – Buleusa.
5. Eude sur les filières de métiers et chaines de valeurs agricoles porteuses au Nord-Bwito et au Sud de Lubero.
6. Stratégie de communication du projet Muda Wa Amani (et son plan d'action).
7. *Etude d'impact environnemental et social des travaux routiers exécutés sur le tronçon Lusogha – Kimaka – Buleusa (34 kms) dans la province du Nord-Kivu, Lubero, octobre 2023.*
8. Evaluation finale du projet Muda Wa Amani.

3.7 Révisions de projet

Pendant la mise en œuvre, le projet a été révisé (ou mieux ajusté car n'ayant pas engendré de couts supplémentaires) aux fins de l'aligner à la Stratégie Nationale du Programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) et son Plan Opérationnel Provincial au Nord-Kivu, la prise en compte de problématiques émergentes dues au contexte très dynamique et quasi imprévisible et l'extension de la zone du projet sur l'ensemble du territoire de Lubero (en plus du Nord de Bwito et Ikobo) faisant du retour et de la réinsertion des ex combattants de Mubambiro et Kasando la priorité de cinq derniers mois du projet (janvier – mai 2024).

3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)



Table ronde sur la paix et la stabilisation au Sud de Lubero, Nord de Bwito et Ikobo ; Goma (Hôtel Cap Kivu), Juillet 2023.



Retour et accueil à Beni des ex-combattants (et leurs dépendants) jadis cantonnés à Mubambiro



Réinsertion des ex-combattants et autres jeunes à risque de rejoindre les groupes armés à travers les services psychosociaux et de soutien (à gauche) et travaux communautaires légers à travers l'approche HIMO/CFW (à droite).



Activités culturelles et récréatives entre ex-combattants et autres jeunes à risque de rejoindre les GA pour une réinsertion réussie dans leurs communautés.



Participation de femmes dans l'analyse, la prévention et la transformation de conflits à travers la mise en place de comités locaux 1325 (comité local 1325 de Bwito).

Expérience des AGR collectives ;

Avec le constat de la vente des kits individuels remis aux ex combattants pour leur réinsertion communautaire, le PDDRCS a opté pour les AGR collectives de manière à regrouper les ex combattants et autres jeunes à 3 ou 5 membres. Le projet muda wa amani vient d'expérimenter cette approche avec 198 jeunes dont 98 ex combattants en formant 59 groupes de travail et appuyant 8 associant encadrant les ex combattants et autres groupes marginalisés.

Cette pratique a facilité la sécurisation des kits et la création des ateliers en partageant les charges de location de lieu de travail et certains matériels à utiliser en commun. De 59 groupes formés, le salon dénommé « PARADIS DE STARS » vient de voir le jour à Kayna ouvert par des jeunes ex combattants et jeunes à risque Mumbere Katimika Archil et Kombi Mukosa Schadrack. Selon Kombi, « *Actuellement, nous sommes devenus des habitants de Kayna, nous avons payé le loyer de trois mois pour notre salon et nous avons aussi déjà payé le loyer de là où nous sommes logés pour trois mois aussi. Nous arrivons à nous prendre en charge dans notre maison « château » : restauration, habillement, produits des beauté..... et notre objectif est que dans l'avenir chacun de nous ait son salon propre bien équipé avec l'épargne hebdomadaire que nous déposons dans l'AVEC où nous avons adhéré . Nous sommes déterminés de ne plus rejoindre les groupes armés et sensibiliser d'autres jeunes d'emboiter les pas comme nous. Avec Muda wa Amani, nous sommes devenus des entrepreneurs ».*



Partie 4 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

Partie 5 - ANNEXES

- **Budget actualisé** (Rapport financier global).
- **Cadre logique actualisé**
- **Matrice SMS_1 finale (au 31 mai 2024).**
- **Rapport de l'évaluation finale du projet.**